

Paris, le 16 janvier 2006

Madame JARRIER

à

Monsieur MARLAND  
Directeur de cabinet  
Ministère de la défense  
14 rue Saint-Dominique  
00450 ARMEES

Fonctionnaire civil au ministère de la défense, j'ai été mise d'office 26 mois en arrêt de maladie psychiatrique puis licenciée à 56 ans sans droit à indemnités chômage ni retraite. Ces deux mesures conjointes traduisent la répression dont j'ai fait l'objet à la suite de ma saine gestion des deniers de l'Etat. Or une impossibilité pour moi d'obtenir ma réintégration laisserait cette situation à votre charge et à celle de Madame Alliot-Marie ministre de la défense.

En effet, votre lettre du 4 décembre 2002 figure parmi les rares pièces adressées pour la clôture par le ministère au tribunal administratif ou première instance. J'ai répondu que vous aviez été désinformé et que le ministre de la défense se gardait bien de me critiquer dans sa correspondance avec le député Monsieur Claude Goasguen. Le tribunal a alors ordonné la réouverture. Le courrier de 2 pages signé par Madame Alliot-Marie le 3 juillet 2003 a été rédigé uniquement dans le but d'être transmis au tribunal pour répondre à mon argument. Le document précise bien que le jugement n'a pas encore été pris. Celui-ci sera antidaté d'une semaine. En appel, la Cour administrative s'est défaussée (rejet) d'un dossier encombrant en l'état sous un prétexte fallacieux de délais : je n'ai pas pu faire valoir mes droits au pénal. Ainsi à présent, si mon pourvoi en cassation était refusé, mon impossibilité d'obtenir ma réintégration resterait à votre charge et à celle du ministre. Or, à ce jour, mon dossier demeure toujours aussi encombrant.

Afin d'éviter une nouvelle défausse de la part du tribunal, la solution consiste à informer le Parquet d'une certaine désinformation en mettant en copie le Conseil d'Etat.

Pièces jointes

Ordonnance de rejet de la Cour administrative d'appel du 10 mars 2005

Photocopie de l'accusé de réception de la distribution du jugement du 26 juin 2003

Attestation de la Poste du 23 mars 2005

Paris, le 12 décembre 2006

Madame JARRIER

à

Madame ALLIOT MARIE  
Ministre de la défense  
14 rue Saint-Dominique  
75007 PARIS

Objet : Votre lettre du 3 juillet 2003

Je vous saurais gré d'informer le Parquet de la désinformation et de mettre en copie le Conseil d'Etat.

Bangkok, le 18 décembre 2006

Madame Ludivine OLIVE  
Chef de cabinet  
Ministère de la Défense  
14 rue Saint-Dominique  
75007 PARIS  
FRANCE

Objet : désinformation et information  
PJ : 6

Madame le Chef de cabinet,

Selon les conseils de Madame Alliot-Marie, Ministre de la Défense, et du Grand Chancelier, j'ai pris contact avec Monsieur Guillou. Cependant, celui-ci n'a pas répondu à mon courrier du 9 juin 2006. En raison de votre transparence à l'égard du ministre qui a été désinformée, je vous saurais gré de prendre connaissance des pièces jointes.

Je vous prie de croire, Madame le Chef de cabinet, à l'expression de ma considération distinguée.

Sandrine Jarrier  
Projet EGTL Chevron Nigeria  
Thaïlande  
JARRIES@airproducts.com

Avant de quitter le ministère,  
Madame Alliot-Marie accordera à  
l'IGA Guillou au courant des  
procédés utilisés un beau poste  
loin du cabinet.

**From:** Sandrine Jarrier

**To:** Simon Collis

**Subject:** How the French government treats an honest and competent civil servant.

**Date:** Tue, 5 Dec 2006 01:12:08 -0000

**Attachments:** Letter to Mrs AlliotMarie 4<sup>th</sup> December2006.pdf (70KB)

Your Excellency Sir Simon Collis,

Mick Carruthers, a colleague I have the pleasure to work with, kindly gave me your detail address; I understand he is a cousin of yours.

The reason I am writing to you is that I am seeking help to efficiently forward a letter to Mrs Alliot-Marie, currently French Minister of Defence. She visited Qatar last year and met your French counterpart, the Ambassador Mr. Antoine SIVAN. During the course of the Asian Games or after, I suppose you will have the occasion to meet him. I would be very grateful if you could transmit the attached letter to him.

For your information and understanding I could summarise the situation as it follows :

"The French Ministry of Defence has declared my mother mad using forged medical certificates. Civil servant, my mother has been too honest and efficient in her work and blew the whistle on a few occasions. She has been bullied, penalized and demoted each time she was obviously right. Then, she was fired - extremely rare in France for a civil servant - with the use of counterfeit documents. My mother, grand daughter of the French writer Henry Bordeaux, is the head of the family and raised two children now both engineers.

Mrs Alliot-Marie did not take part in the initial actions nevertheless, misled, she has signed a peculiar letter confirming her agreement with the actions against my mother. Justice was influenced to bury an affair showing corruption/counterfeit documents/false testimony /abuse of power. It is a knotty affair where French systems have been corrupted and members of the government tried to lock my mother up to avoid further developments. She has now been without income for more than 4 years, fighting for justice and life".

Communication through a route outside of the Ministry of Defence routine would make them to act rationally. For this reason I request your help in passing on my letter.

Please do not hesitate to contact me on the numbers below. I am currently in Thailand, working again on one of Mick's design project so only a few hours ahead of Qatar time.

I have spent 6 months in Qatar last year, working on the Oryx project (Ras Laffan) while the venues for the games were still in construction. I hope the games will bring you and your family opportunities to witness amazing performances despite the chaos on the road which, I imagine, will be difficult to avoid.

Yours faithfully

Sandrine Jarrier

Air Products – Chevron EGTL Project - Thailand

Mobile +66 (0)848 64 64 50

Office +66 (0)851 23 29 79

Florence JARRIER  
37 Bd Ornano  
75018 Paris

Paris, le 26 mars 2007

Madame JARRIER

à

Madame ALLIOT-MARIE  
Ministre de la Défense

Fonctionnaire civile au ministère de la défense, j'ai été mise d'office 26 mois en arrêt de maladie psychiatrique puis licenciée à 56 ans sans droit à indemnités chômage ni retraite. Je suis chef de famille. Ces deux mesures conjointes traduisent la répression dont j'ai fait l'objet à la suite de ma saine gestion des deniers de l'Etat. Aucun des représentants du personnel n'a voté pour mon licenciement. J'ai établi un recours devant les tribunaux administratifs et j'ai aussi porté plainte pour faux, usage de faux, discrimination et harcèlement. En effet, le médecin du travail ayant demandé ma mise d'office en arrêt de maladie pour raisons psychiatriques ne m'a ni convoquée ni vue. Le comité médical a établi des arrêts médicaux rétroactifs de 4 et de 8 mois. Mon licenciement repose sur un faux dossier d'un directeur du personnel s'arrogeant le droit de statuer sur des questions médicales en lieu et place de médecins. Mais plutôt que de laisser l'instruction au pénal suivre un cours normal, le ministère est intervenu. Il a préféré me faire passer pour malade mentale grâce à des convocations anonymes auprès d'un hôpital psychiatrique et grâce à l'intervention de la police en vue d'un arrêté préfectoral établissant un internement d'office. Toutefois, les expertises que j'ai fait effectuer par des psychiatres assermentés auprès des tribunaux montrent qu'il n'en est rien.

Vous aviez toute latitude pour faire annuler les mesures prises. Le référé du 14 mai 2002 a été engagé et plaidé sans délégation de signature du ministre. La lettre du 4 décembre 2002 du directeur de cabinet couvrant l'affaire figure parmi les rares pièces adressées au tribunal administratif pour la clôture. J'ai répondu que celui-ci avait été désinformé et que le Ministre de la défense se gardait bien de me critiquer dans sa correspondance avec Monsieur Goasguen député. Le tribunal a ordonné la réouverture du dossier. Votre lettre de deux pages me concernant du 3 juillet 2003 a été rédigée uniquement pour répondre à mon argument et couvrir l'affaire. Elle précise bien que le jugement n'a pas encore été pris. Celui-ci sera anti-daté d'une semaine. Par ordonnance du 10 mars 2005 (rejet), la Cour administrative d'appel s'est défaussée d'un dossier encombrant en l'état sous un prétexte fallacieux de délais : je n'ai pas pu faire valoir mes droits au pénal en raison de l'intervention du ministère dans les affaires individuelles. A présent, les lettres citées font partie intégrante du dossier. Elles montrent l'accord des signataires avec les mesures prises et désinforment le Conseil d'Etat.

Si le Conseil d'Etat n'annule pas ma mise d'office en arrêt de maladie et mon licenciement, la responsabilité de ma situation incombera non pas aux tribunaux mais au directeur de cabinet et à vous-même.

Florence JARRIER  
37 Bd Ornano  
75018 Paris

Paris, le 3 avril 2007

Madame JARRIER

à

Madame Ludivine OLIVE  
Chef de cabinet  
Ministère de la Défense  
14 rue saint-Dominique  
75007 PARIS  
Fax : 01 42 19 33 60

PJ :1

**Objet : désinformation et information**

**Quels que pourraient être les arguments du Conseil d'Etat, tous fallacieux, pour me débouter, il resterait à charge de Madame Alliot-Marie d'avoir signé la lettre du 3 juillet 2003 dans laquelle elle montre son accord avec les mesures prises, ma mise d'office en arrêt de maladie psychiatrique de 26 mois et mon licenciement à 56 ans sans droit à indemnités de chômage ni retraite. Je suis chef de famille.**

**La réouverture de l'instruction au pénal déchargerait Madame Alliot-Marie dans la mesure où celle-ci a été désinformée.**